



FLASH INFOS DES MAIRES ET PRESIDENTS D'INTERCOMMUNALITES DU BAS-RHIN

N°37 Décembre 2019/Janvier 2020

Agenda prévisionnel 2020

Bureau :

7 février

Date limite de dépôt des candidatures aux élections municipales :

28 février 2020

Elections municipales 1^{er} tour :

15 mars 2020

Elections municipales 2nd tour :

22 mars 2020

Regrets

Christian Schmitt
Maire de Petersbach
depuis 1989
décédé le 11 décembre
2019

L'année 2019 s'achève dans un contexte de revendications nationales qui agitent notre pays depuis un an. Pour leur part et chacun d'entre eux à son niveau, face aux difficultés de nos concitoyens, les maires tentent d'y répondre avec de moins en moins de moyens.

Lors du dernier Congrès AMF, plus de 330 maires, adjoints ou élus bas-rhinois ont exprimé leur inquiétude car ils sont confrontés à la diminution de leurs ressources et au besoin d'accompagnement des usagers les plus fragiles.



Vincent DEBES

La **résolution générale du 102^{ème} Congrès 2019 de l'AMF** adoptée à l'unanimité recense les demandes de l'AMF présentées ici de manière synthétique :

- La volonté d'avoir un cadre financier sécurisé et stable : l'AMF est opposée à la suppression de la taxe d'habitation, à tout le moins elle demande une compensation par un dégrèvement et de conserver un lien entre commune et contribuable,
- L'inscription du principe d'autonomie financière et fiscale des collectivités dans la Constitution et de la clause générale de compétence de la commune,
- L'ajustement de la contribution du bloc communal à la réduction de la dette publique, au juste prorata de sa part dans l'endettement,
- L'arrêt de la baisse des moyens dédiés aux services publics,
- Un partage dans l'action volontariste en matière environnementale, en prenant en compte la volonté des maires,
- La préservation des spécificités de la fonction publique territoriale, en préservant le principe de libre administration des collectivités locales,
- Une transformation des relations entre l'Etat et les collectivités locales, au service d'une nouvelle décentralisation, avec plus de liberté et de subsidiarité,
- En matière de formation des maires et des élus, l'AMF demande que le rôle actuel des associations de maires soit reconnu dans le dispositif des futures ordonnances prévues par la prochaine loi Engagement et proximité.

Cette résolution montre que, malgré les nombreuses lois et règlements concernant l'administration, les collectivités locales, les finances, le statut de l'élu, la fonction publique, qui ont été adoptés durant le mandat municipal et intercommunal entamé en 2014, beaucoup de questions fondamentales demeurent

Le Président, les Présidents honoraires et d'honneur, les membres du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et le personnel, vous souhaitent une très bonne Année 2020, à vous, vos proches et à vos familles.

Guide des élections municipales 2020

Nouveau : Deux guides des élections municipales 2020 rédigés par le ministère de l'intérieur sont publiés sur le site www.interieur.gouv.fr et celui de l'AMF dans la rubrique « élections municipales 2020 ».

- le premier s'adresse aux candidats des communes de moins de 1 000 habitants ;
- le second à ceux des communes de 1 000 habitants et plus.

Deux mises à jour sont prévues d'ici fin janvier – mais l'essentiel est bien détaillé pour préparer les élections.

Le chiffre de la **population municipale au 1^{er} janvier 2020, qui sera connu fin décembre 2019, servira de base** pour déterminer l'application de différents seuils : le mode de scrutin applicable (seuil de 1000 habitants), le nombre de conseillers municipaux...

Concernant le nombre de sièges à pourvoir, la loi du 1^{er} août 2019 assouplit la règle concernant le nombre de conseillers municipaux au premier renouvellement qui suit la création de la commune nouvelle (pour éviter une diminution brutale).

Quant au nombre de sièges de chaque commune au conseil communautaire, par des arrêtés préfectoraux des 23.10, 28.10 et du 31.10.2019, la répartition des sièges a été fixée pour chaque EPCI bas-rhinois. Ils sont consultables sur notre site internet www.maires67.fr ou celui de la Préfecture (Recueil des actes administratifs - N°spécial du 31.10.2019).

Concernant l'organisation du scrutin :

- dans les communes de moins de 1000 habitants, les suffrages sont décomptés individuellement par candidat
- dans les communes de plus de 1000 habitants, il faut présenter des listes paritaires.

A ce sujet, la future loi Engagement et proximité ne prendra pas effet avant 2026.

L'inscription sur une liste électorale, radiation, contestation

L'inscription sur une liste électorale est obligatoire (art. L.9 Code électoral). Un électeur ne peut pas être inscrit sur plusieurs listes électorales (art. L.10 C. électoral). Pour être inscrit sur la liste électorale d'une commune, deux conditions cumulatives sont nécessaires (instruction n° INTA1830120J du 21 novembre 2018) :

- il faut avoir la qualité d'électeur
- il faut justifier d'une attache avec la commune.

Le maire a une compétence propre pour radier un électeur des listes électorales, qui s'exprime par une décision expresse de radiation. Mais, la **radiation d'un électeur** de la liste électorale est soumise préalablement à une procédure contradictoire prévues à l'article L.18 du code électoral.

La **contestation par l'électeur** de la décision de radiation le concernant (article L.18) : un recours administratif préalable est obligatoire devant une commission de contrôle dans un délai de 5 jours (article L.19 C. électoral).

En cas de rejet ou de silence de la commission dans un délai de 30 jours, le Tribunal d'instance peut être saisi dans un délai de 7 jours, conformément à la procédure prévue à l'article L.18 du code électoral.

Le Code électoral (art. L.20) prévoit également la situation dans laquelle l'électeur ne s'est pas vu notifier la décision de radiation par le maire : l'électeur qui s'aperçoit de sa radiation au bureau de vote peut aller directement au Tribunal d'Instance pour rétablir sa situation électorale, y compris le jour du scrutin. Cette saisine se fait par déclaration orale ou écrite qui doit répondre au formalisme des articles R.17 et suivants du code électoral sous peine d'irrecevabilité.

Pour en savoir plus, des informations complètes sur le site de l'AMF

Les règles applicables pour les élections municipales sont détaillées sur le site de l'AMF Les formulaires officiels, guides et notes de l'AMF sont téléchargeables sur www.amf.asso.fr

Des notes récentes sont disponibles sur la mise à disposition de locaux communaux ou intercommunaux aux candidats, sur les conditions d'éligibilité pour être candidat au mandat de conseiller municipal et conseiller communautaire, sur les règles de la communication en période préélectorale applicables aux communes, aux EPCI et aux élus candidats

Une note spécifique précise les règles électorales des communes nouvelles ayant franchi le seuil de 1 000 habitants.

Depuis le 10 décembre, les formulaires CERFA de déclaration de candidature sont disponibles sur ce site internet de l'AMF.

Conseil d'administration du 13 décembre 2019 à Monswiller

Le Conseil d'administration a reçu M. DUBREUIL, sous-préfet de l'arrondissement de Saverne en charge du projet, sur la mise en place d'un **réseau d'agences France Services**. Dans le Bas-Rhin, **huit structures** seront labellisées en 2020.

M. RAMSPACHER, président de la Chambre d'agriculture d'Alsace, M. SANDER, président de la FDSEA et M. KOEGLER, président des Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin ont expliqué **l'actualité de la profession agricole** et ses contraintes.

La **Fondation AGES** a été présentée par la présidente, Mme LYAZID et Mme FRIMAT, déléguée générale (www.fondation-ages.org). Puis, différents dossiers ont été examinés, notamment la liste des amicales locales de maires qui désigneront les futurs délégués au Conseil d'administration ou encore la formation des nouveaux maires et élus en 2020.

Des conventions avec l'ATIP67 et avec le Syndicat des directeurs généraux de collectivités territoriales (SNDGCT) ont été approuvées. M. BIERRY, président du Conseil départemental, MM. BIGOT, KENNEL, KERN, REICHARDT, sénateurs du Bas-Rhin et M. HETZEL, député du Bas-Rhin, ont participé aux échanges.

Un compte-rendu sera disponible prochainement sur notre site www.maires67.fr

Information par l'Agence Régionale de Santé et ses partenaires

Mobilisés pour l'accès aux soins sur les territoires !

Le Président de l'association des maires a reçu en décembre, Mme JENNER, déléguée territoriale dans le Bas-Rhin de l'ARS Grand Est, au sujet des **plans d'actions** destinés à renforcer l'accès aux soins. Un guide pratique pour les élus sur l'accès aux soins est consultable sur le site www.maires67.fr et celui de l'ARS www.grand-est.ars.sante.fr (sous "Collectivités territoriales")

En effet, la délégation du Bas-Rhin de l'ARS Grand Est et la CPAM du Bas Rhin copilotent **un plan d'actions pour renforcer les soins de proximité** sur les territoires fragiles, ruraux mais aussi urbains (QPV). Ce peut être concrètement grâce au déploiement des outils de téléconsultation, en cabinet ou en EHPAD, à la promotion de l'installation sur les territoires fragiles (aides financières, rencontres ciblées des jeunes médecins sur l'installation), ou encore par l'appui aux projets de Maisons de santé pluri-professionnelles et à l'exercice coordonné en général.

Simultanément, afin de réduire les temps d'attente aux urgences et permettre aux patients d'être pris en charge en journée, même si leurs médecins traitants sont indisponibles, l'ARS et ses partenaires déploient un plan d'actions pour **la prise en charge des soins non programmés**. Il vise à transformer les organisations pour structurer la réponse en ville, fluidifier les services d'urgence ou encore diminuer les hospitalisations des personnes âgées par les services d'urgence.

Ce dernier plan d'actions est consultable sur le site www.maires67.fr : toutes vos remarques peuvent être remontées **d'ici le 31/12/2019** par mail ars-grandest-dt67-delegate@ars.sante.fr. Retrouvez également les informations sur les journées « santé en territoire ».

Parmi les récentes interventions de l'association des maires...

Lors d'un Conseil de juridiction près la Cour d'appel de Colmar : l'association des maires a souligné le rôle des maires et des secrétaires de mairie dans les petites et moyennes communes. Les victimes ont besoin d'une écoute et d'une aide rapide, transparente, lisible et de proximité.

A été proposée la mise en place d'un annuaire pour une meilleure connaissance du maillage des associations d'aide aux victimes et des dispositifs, c'est un facteur clé d'efficacité de la réponse.

Un schéma départemental de l'aide aux victimes est en cours de finalisation par la Préfecture du Bas-Rhin.

Du côté des maires : un certain nombre d'élus locaux subissent également des incivilités et des agressions durant l'exercice de leur mandat. Pour différentes raisons, une majorité de ces faits ne donne pas lieu à une plainte. Une coopération entre une association d'aide aux victimes et l'association des maires est envisagée.

A l'occasion d'un Séminaire du Comité de direction de la DDT du Bas-Rhin : le rôle du maire a été au centre ou au détour de toutes les problématiques évoquées. La nouvelle compétence GEMAPI, le poids des normes et l'empilement de règles, d'exigences ou d'études ont été débattus. Les maires constatent impuissants le ralentissement de certains projets en raison de restrictions imposées, d'interprétations strictes des textes (loi SRU, Grenelle, ALUR, SRADDET....). De plus, les administrations sont en pleine révolution numérique. Il y a un vrai risque sur l'accessibilité au numérique par les usagers.

Préparation du plan d'accueil et de formation 2020 des nouveaux maires et élus locaux

Un partenariat est en cours avec les principaux organismes de formation agréés partenaires que sont l'Institut de Préparation à l'Administration Générale (IPAG), l'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEES) et l'Agence Territoriale d'Ingénierie Publique (ATIP) afin de préparer la formation des nouveaux maires, présidents d'EPCI et élus en 2020. Sont prévus les travaux suivants :

- la création d'une mallette numérique commune à l'association des maires ainsi qu'aux trois organismes de formation des élus, avec lesquels elle est partenaire,
- l'élaboration d'un calendrier concerté des formations sur les aspects fondamentaux de la gestion communale et intercommunale, programmées en mai-juin et de septembre à décembre 2020, grâce aux formateurs mobilisés par l'IPAG, l'ATIP et l'ENGEES,
- l'organisation de 4 ateliers lors de la Journée des maires du 11 septembre 2020 sur les thèmes suivants : Finances – Urbanisme – Environnement – Responsabilité de la commune et protection juridique de l' élu, sous la bannière « Université des maires du Bas-Rhin » dans le cadre du protocole de soutien de MAIRIE 2000.
- la promotion du réseau des anciens maires afin de favoriser le parrainage et le partage d'expérience avec les nouveaux élus,
- d'autres partenaires sont également contactés par exemple, le SDIS (gestion des risques), le Centre de gestion (gestion de carrière des agents des petites et moyennes communes)...



En octobre dernier, le Président DEBES et Mme JOST, secrétaire générale, ont reçu à Strasbourg, M. ACAR, inspecteur général de l'Administration, en charge d'une mission sur la formation des élus locaux dans le cadre de la future loi Engagement et proximité. Dans le Bas-Rhin, il a fait constater un partenariat intéressant entre les organismes de formation des élus et l'association des maires, à des coûts de formation raisonnables, de qualité et suivant un format adapté aux maires et élus locaux.

Rappel suite à la réunion de la Commission des élus « DETR » du 6 décembre 2019

Pensez à « boucler » vos dossiers pour mobiliser au maximum les crédits de la DETR et DSIL !

- La campagne de programmation DETR et DSIL 2020: **clôture du dépôt des demandes de subventions fixée au 15 janvier 2020**
- Les formulaires de demandes de subventions sont téléchargeables sur le site Internet de la Préfecture du Bas-Rhin
- Les collectivités sont invitées à déposer leur demande le plus en amont possible
- Les catégories d'investissements éligibles en 2020 sont publiées sur le site Internet de la Préfecture

Le Bureau de l'ingénierie financière (Préfecture du Bas-Rhin) se tient à votre disposition pour tout conseil dans le montage de vos dossiers. Contact : Mme GODART, marie-france.godart@bas-rhin.gouv.fr tél : 03.88.21.62.22.

26^{ème} Edition du Concours des Rubans du Patrimoine 2020

Félicitations à la commune de **Marlenheim**, lauréate du Prix départemental 2019, pour l'extension et la restructuration d'une maison à colombages construite en 1672, dans laquelle se trouve désormais un Espace culturel et touristique.

Mettez en valeur votre patrimoine bâti !

Stimuler l'emploi, l'animation locale et le tourisme

En partenariat avec la Fédération française du bâtiment, la Fondation du patrimoine, la Fédération nationale des caisses d'épargne, le Groupement français d'entreprises de restauration et l'AMF, un concours est organisé avec des prix nationaux, régionaux et départementaux.

Date limite d'envoi du dossier complet : **31 janvier 2020**

Téléchargez le formulaire de candidature sur www.rubansdupatrimoine.ffbatiment.fr ou en téléphonant au 01.40.69.51.73

Les travaux faisant l'objet du dossier de candidature se sont terminés entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019.

COLLECTIVITÉS / ASSOCIATIONS



Groupama
GRAND EST

**PARTENAIRE
ASSURANCE**



**L'INNOVATION GROUPAMA À VOS CÔTÉS
POUR CONSTRUIRE VOTRE AVENIR**

TERRITOIRES-GROUPAMA.FR

Plateforme web mettant chaque semaine de nouveaux articles présentant la réglementation et les dernières jurisprudences sur des sujets tels que la responsabilité personnelle des élus, la prise illégale d'intérêt et les subventions aux associations...

ACTIVEILLE : PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES

Activeille, propose des systèmes de sécurité sur-mesure dédiés aux collectivités contre le vol, la malveillance et pour la protection des personnes.



Groupama, 1^{er} assureur des Collectivités

PREDICT : SYSTÈME D'AVERTISSEMENT ET D'AIDE À LA DÉCISION

Permet aux communes d'anticiper et gérer les phénomènes à risques hydrométéorologiques (inondation, tempête, chute de neige...).



SWELP : ALERTER POUR SAUVER PLUS VITE

L'avantage de l'application SWELP : utiliser la photo pour géolocaliser le danger et informer plus vite les services de secours. Avec l'application Swelp, Groupama apporte un service innovant aux Maires pour assurer leurs responsabilités et leurs obligations légales en cas de crise.



Votre conseillère : Pauline Jung - 06 08 40 61 99 ou collectivites@groupama-ge.fr

Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles du Grand Est - 101 route de Habsbergen, CS 30014 Schiltigheim, 67012 Strasbourg Cedex. 379 906 753 RCS Strasbourg - Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, 4 place de Budapest, CS 92859, 75436 Paris Cedex 09 - Crédit photos : Shutterstock - 12/2019